

Questions orales

l'article 43 du Règlement. Je propose, appuyé par le député de Vancouver Kingsway (M^{me} MacInnis):

Que la Chambre félicite le député de Yorkton-Melville pour la naissance, hier, d'un fils de sept livres, et le félicite d'avoir trouvé ce moyen ingénieux de rétablir le déséquilibre politique au Canada.

Des voix: Bravo!

M. Fairweather: Proposez l'ajournement.

M. l'Orateur: La présidence a-t-elle entendu une motion tendant à l'ajournement de la Chambre?

RENOI AU COMITÉ DU MODE DE RAJUSTEMENT DE LA
REPRÉSENTATION ET DE DÉTERMINATION DU NOMBRE DE
DÉPUTÉS POUR CHAQUE PROVINCE

L'ordre du jour appelle: Avis de motion du gouvernement

17 décembre 1973—Le président du Conseil privé:

Que le mode de rajustement de la représentation à la Chambre des communes, y compris la manière de déterminer le nombre de députés assigné à chaque province établie par l'article 51 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, soit déferé au Comité permanent des privilèges et élections.

M. l'Orateur: En conformité de l'article 41(2) du Règlement, la motion est portée, comme mesure d'initiative gouvernementale, à l'ordre du jour de la prochaine séance.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

DEMANDE D'EXPOSÉ DE LA POLITIQUE
GOUVERNEMENTALE DE LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE—
L'EFFICACITÉ DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DU
PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Compte tenu du fait que l'indice des prix à la consommation fait état d'augmentations dans tous les centres urbains du pays et d'augmentations sensibles dans trois villes: Ottawa, 10.2 p. 100; Québec, 11 p. 100 et Saint-Jean de Terre-Neuve 10.1 p. 100, le premier ministre nous dirait-il s'il compte attendre la conférence des ministres des Finances prévue pour la fin janvier, ou s'il songe, en raison de cette nouvelle preuve que l'inflation ne connaît plus de bornes, à ordonner au ministre des Finances de faire une déclaration de politique avant l'ajournement de la Chambre?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances et moi avons étudié ces problèmes. Je ne puis dire s'il fera une déclaration de ce genre avant l'ajournement de la Chambre demain. Toutefois, si la Chambre doit siéger encore pendant un certain temps, nous y repenserons.

M. McGrath: Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Étant donné que, selon ce que Statistique Canada a annoncé aujourd'hui, trois villes du Canada ont connu une hausse du prix de l'alimentation de plus de 2 p. 100, et étant donné que le rapport trimestriel de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires

[M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre).]

rendu public à Montréal à 2 h 30 cet après-midi ne renferme aucune recommandation de fond à l'intention du gouvernement, le ministre de la Consommation et des Corporations dirait-il à la Chambre s'il entend rencontrer le président de la Commission afin d'examiner et d'évaluer le travail de cette commission, ou s'il est satisfait de son rendement jusqu'à maintenant?

L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je rencontrerai volontiers le président de cette Commission. Je signale en passant que la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires n'a pas l'habitude de formuler de recommandations particulières dans ses rapports trimestriels. Les recommandations qu'elle a formulées dans certains rapports ont permis au gouvernement d'orienter sa politique, en augmentant notamment la subvention accordée au pain et en hâtant sa décision de hausser les allocations familiales.

M. McGrath: Le ministre peut-il maintenant répondre au télégramme de l'Association des consommateurs du Canada mentionnant le fait que l'Office canadien de commercialisation des œufs demandait des contrôles sur l'importation d'œufs et de sous-produits, étant donné la hausse marquée du coût des produits alimentaires et, plus précisément, celui des œufs au Canada?

M. Gray: Monsieur l'Orateur, je crois que le député veut aussi parler de télégrammes envoyés au premier ministre et, je crois, à d'autres ministres. Le gouvernement se penche sur cette question.

M. McGrath: Le télégramme a été envoyé au ministre de la Consommation et des Corporations. Approuve-t-il l'attitude de l'Association des consommateurs du Canada?

M. Nowlan: Savez-vous ce qu'elle est?

M. Gray: Oui, je le sais. Et je dirai à mon collègue que le premier ministre a reçu le même télégramme que moi, je pense, le télégramme auquel j'ai fait allusion. Quant à la demande, je pense que le gouvernement doit éviter de prendre des mesures qui ne soient pas indispensables pour faire en sorte que les Canadiens aient les meilleures denrées au meilleur prix possible.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre. Il y a un certain nombre de députés qui veulent poser des questions supplémentaires sur le sujet. Nous allons tout d'abord terminer le premier tour, puis nous reviendrons au député de Northumberland-Durham, au député de Victoria-Haliburton et aux autres qui ont des questions supplémentaires à poser là-dessus.

* * *

L'INDUSTRIE

LE PROJET DE REPRISE DE LA MACDONALD TOBACCO
COMPANY PAR UNE MAISON AMÉRICAINNE—LES MESURES
ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

M. Stuart Leggatt (New Westminster): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné la récente reprise de la Macdonald Tobacco Company par R. J. Reynolds de la Caroline du Nord et comme une telle vente entraînera pour la première fois la complète domination de ce secteur de l'économie canadienne par une société étrangère, ce qui manifeste-